



bulletin

Le mot du président

Des alliés, des anniversaires, des élections, ça vous dit quelque chose ?

Le P.E.N. québécois célèbre deux fidèles alliances : **Livres comme l'air** et le **Festival international de la poésie à Trois-Rivières**. Le FIPTR, reste depuis des années un loyal partenaire en publiant gracieusement dans son programme un message rappelant la mission du PEN et en identifiant par un chaise vide symbolique l'absence d'un écrivain persécuté. Nous faisons au 25^e Festival tous nos vœux du 2 au 11 octobre prochain.



Par ailleurs, le 10^e anniversaire de **Livres comme l'air** aura lieu au Salon du Livre de Montréal, le 20 novembre prochain. Nous sommes fiers de ce partenariat avec le Salon, Amnistie Internationale et l'UNEQ.

Si Trois-Rivières et Montréal continuent de nous accompagner, **Quebecor**, par contre, nous quitte. Mais comment ne pas être reconnaissants d'un appui qui nous a permis d'imprimer

gracieusement les huit derniers *Bulletins* du Centre, alors qu'on s'était engagé, au départ, en n'en imprimant que quatre ? Il y a bien des causes qui ont besoin d'aide et Quebecor est présent auprès de dizaines d'entre elles. Quant

à nous, nous manifestons toute notre gratitude pour ces années partagées.

Le **75^e Congrès annuel du PEN International** aura lieu à Linz, en Autriche, du 19 au 25 octobre. Roger Gilbert et moi y serons. Un nouveau président international sera élu. Trois candidats de qualité se présentent : **Amin Maalouf**, romancier français d'origine libanaise, **Margaret Busby**, éditrice-écrivaine anglaise d'origine africaine, et **John Ralston Saul**, membre de notre conseil d'honneur et de notre centre, philosophe, essayiste et romancier canadien parfaitement bilingue. Nous allons bien évidemment appuyer John.

Nous menons une vive campagne de par le monde pour assurer son élection, nous appuyant principalement sur sa

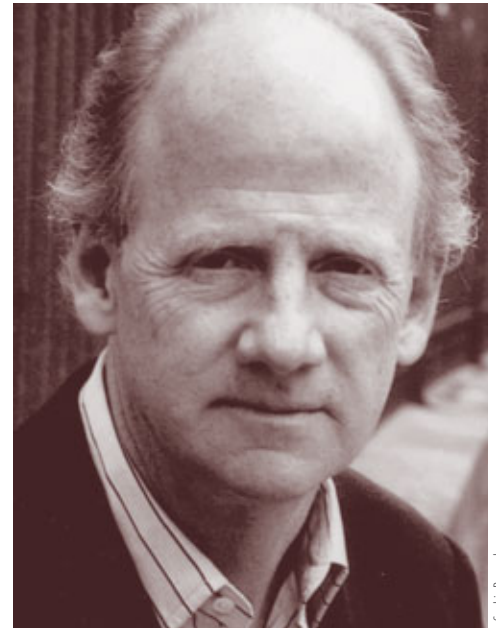


Photo : Sophie Boussois

John Ralston Saul sera candidat à la présidence du PEN International

grande familiarité avec l'organisme puisque, contrairement à ses deux adversaires, il y est actif depuis plus de vingt ans, a développé au Canada et dans le monde entier un impressionnant réseau de contacts. Il a produit une oeuvre philosophique et littéraire de toute première grandeur, connue et traduite ici et à l'étranger. Il a des idées claires sur les faiblesses, forces et problèmes actuels du PEN et la façon d'y faire face. Vous trouverez en page 2 la déclaration d'intention qu'il a déposée avec sa candidature en juillet dernier.

émile martel

DÉCLARATION D'INTENTION POUR LA PRÉSIDENTE INTERNATIONALE

PEN, principal organisme d'écrivains et de défense de la littérature et du droit d'expression au monde, est pourtant trop mal connu et reconnu dans les grands cercles politique, économique et médiatique de la planète.

La première tâche d'un nouveau président de PEN International sera de faire concorder notre image publique avec l'urgence de nos causes et de nos programmes. Cet effort inclura la recherche de financements indépendants qui, malgré ces temps difficiles, renforceront nos programmes et nos centres partout au monde.

En plus de défendre écrivains et écrivaines persécutés ou en exil, il nous reste beaucoup à faire pour la promotion et la traduction des littératures minoritaires, surtout celles qui, comme de nombreuses langues indigènes, ne peuvent jouer le rôle culturel qui leur revient.

Le président pourra aider à consolider le plan stratégique de PEN pour qu'il intègre mieux l'Afrique, le Moyen-Orient, les Amériques et les régions d'Asie. Il faut accorder un meilleur équilibre aux trois langues officielles et faire en sorte qu'un plus grand nombre d'écrivains et d'écrivaines se joignent à nos rangs.

Un président qui disposerait du réseau mondial littéraire, politique et diplomatique requis pourrait aider au succès de ces stratégies. C'est cet idéal que PEN doit viser.

John Ralston Saul
Juillet 2009



L'assemblée générale du 15 septembre

Ce fut une belle soirée sur la terrasse du Bistro Olivieri, on dit que le nombre des invités ne fait pas la qualité et cela s'est avéré ce soir là.

Après les comptes-rendus de l'année, une rétrospective des projets passés et de ceux à venir, nous avons procédé aux élections. Sur la petite quinzaine d'invités présent à l'Assemblée, nous avons accueilli trois nouveaux membres au Conseil d'administration : **Hélène Poiré** (chercheuse autonome : essais, poésie et arts visuels), **Gaston Bellemare** (président et fondateur du Festival international de la poésie de Trois Rivières, co-fondateur des Écrits des Forges, rassembleur et leader actif du milieu littéraire) et **Kadri Shérifi** (traducteur ayant tout fraîchement adhéré au Centre). Les administrateurs déjà en place ont été réélus à l'unanimité. Le Conseil d'administration du P.E.N. Québec rassemble donc à ce jour et pour les 2 ans à venir, 12 membres. **Émile Martel** a été réélu Président de l'organisme, **Roger-Paul Gilbert**, vice-président, et **Pierre Bédard**, trésorier. La présidence du CODEP sera menée à parts égales par Roger-Paul Gilbert et Pierre Bédard.

FORUM INTERNATIONAL SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

LE CODEP EN ACTION

LE CODEP

Entre le 1^{er} et le 6 juin dernier, à la Maison de la Littérature d'Oslo (Norvège), ont eu lieu successivement la réunion annuelle du **Comité pour la Défense des Écrivains Persécutés** – CODEP – du PEN International et le Forum mondial sur la liberté d'expression. La journaliste mexicaine **Lydia Cacho Ribero**, membre d'honneur de nombreux centres PEN à travers le monde, est intervenue lors de la séance d'ouverture.

Parmi les partenaires de ces organismes, on compte l'**IFEX Échange International sur la Liberté d'expression**, un réseau de 80 organisations opérant dans 55 pays ayant pour objectif de rapporter les violations contre le droit à la liberté d'expression. Je vous encourage expressément à recevoir les rapports fréquents venus de l'IFEX : ils sont en français, ils offrent de nombreuses références croisées et ils assurent le suivi des grandes causes autant que des développements locaux partout au monde. Voir communiqu@ifex.com

Quant à la **Fondation de la Liberté d'Expression**, basée à Oslo, financée entre autres par le Centre PEN norvégien, elle organise régulièrement des séminaires et des conférences sur diverses questions de droits et de libertés. Consultez le site expressionforum.org

Roger-Paul Gilbert
co-président du CODEP

UNE NOUVELLE APPROCHE POUR LE CODEP

Il va de soi que les structures d'autorité et de pouvoir ont bien changé depuis la fondation du PEN. A cette époque, il suffisait de dénoncer par courrier l'exaction auprès du chef de l'autorité en place (laquelle était facile à identifier) et celle-ci voyait à apporter (ou pas) les correctifs requis. Même si aucune amélioration palpable n'intervenait suite à une intervention de l'un des rares groupes défenseurs des droits, il subsistait un espoir raisonnable que la lettre soit au moins lue.

Il n'en est plus ainsi. D'une part, les abus les plus criants sont parfois le fait de corporations multinationales ou d'organisations criminelles. Paradoxalement il peut donc se manifester des situations où des états aient besoin d'appuis internationaux pour s'attaquer aux cartels criminels (lesquels peuvent ressembler étrangement aux polices locales). C'est le cas entre autre de la Colombie, des états du nord et de l'ouest du Mexique ainsi que de divers pays d'Afrique, en plus de l'Afghanistan.

Au niveau des moyens d'intervention, le courrier postal est devenu un anachronisme, les fax, ces dinosaures bruyants, n'atteignent pas leur lecteur et il y a longtemps que tous les états, même les plus démocratiques, ont placé nos adresses électroniques dans leur liste de pourriels.

Mais entretemps de nouveaux moyens sont apparus : un troisième pouvoir que sont la presse et le journalisme d'enquête. Mais ce pouvoir n'a de chances de changer les choses que si des organismes comme le nôtre prennent la relève dans la dénonciation de situations abusives.

Au fait de ces situations nouvelles, le Comité de défense des écrivains persécutés du P.E.N.-Québec a récemment concentré une partie de ses efforts sur la création des « bases de données » d'adresses Internet des principaux organismes de presse dans les pays délinquants ou ingouvernables. Nous ajoutons parfois les coordonnées de journaux d'états limitrophes ou même des anciens pays colonisateurs lorsque les décolonisations sont récentes. Ces bases de données sont par la suite mises à la disposition du Secrétariat du PEN à Londres d'où elles sont rendues disponibles à d'autres centres de par le monde.

Dans certains pays nos communiqués connaissent une large diffusion et sont ainsi souvent reproduits par les organismes de presse de pays tels que le Mexique, le Guatemala, la Turquie et de nombreuses républiques africaines, là où un petit effort international peut produire un apport de liberté palpable pour bien des écrivains

Enfin, PEN Québec mettra d'ici peu sur pied des ateliers sur « l'art » d'expédier des protestations (ou félicitations lors d'une libération d'écrivain) vers les diffuseurs plus sensibles à nos causes dans une région déterminée. Ceci est essentiel car rien de ce qui précède n'a de sens si chacun des membres ne consent l'effort d'expédier en son nom et sous son titre d'écrivain les protestations requises.

Pierre Bédard
co-président du CODEP



La liberté d'écrire dans les Amériques

« Je pense que [les groupes de défense des droits de l'homme et de journalistes, y compris PEN International] m'ont sauvé la vie en écrivant des lettres, en étant présents, en passant des appels téléphoniques ou même simplement en pensant ou espérant que je sois en vie... »

Lydia Cacho, auteure et activiste mexicaine

La campagne 2009 du Comité des Écrivains en Prison de PEN International intitulée **La liberté d'écrire dans les Amériques** vise à informer l'opinion au sujet des persécutions dont sont victimes les écrivains et journalistes de la région. Elle offre un soutien direct aux collègues qui ont des ennuis et sensibilise l'opinion à la répression et à la censure qui menacent les droits des écrivains. Elle appelle à mettre un terme à l'impunité de ceux qui réduisent la critique au silence et n'hésitent pas à recourir au meurtre pour ce faire. Les principaux pays sur lesquels se concentre la campagne sont le Mexique, Cuba et le Venezuela. Pour tout complément d'information sur cette campagne et des mises à jour concernant les activités, les détails des cas des écrivains et pour participer, veuillez consulter le site Internet : <http://www.internationalpen.org.uk/>

MAUVAISES NOUVELLES EN AMÉRIQUE

Venezuela : recul déplorable de la liberté d'expression

L'été n'a pas été bon pour la liberté au Venezuela. Les autorités ont imposé plusieurs restrictions aux médias et des articles de loi pourraient entraîner de lourdes peines de prison contre des écrivains et journalistes qui oseront critiquer les autorités du pays.

Le 30 juillet 2009, la procureure générale du Venezuela, Luisa Ortega Diaz, a déposé un projet de loi rendant passibles de prison les « crimes de presse » y compris la publication d'information réputée « fausse » ou « contre les intérêts de l'État » – peines pouvant atteindre quatre années de prison. Le projet de loi prévoit également des sentences de quatre ans réservées aux personnes qui refuseraient de rapporter des « faits ou des situations où l'absence de révélation équivaldrait à frustrer le droit à l'information. »

Le lendemain, soit le 31 juillet, l'agence de réglementation des télécommunications, CONATEL, révoquait sans préavis les licences d'opération de 34 stations de radio et de télévision, supposément pour des raisons techniques liées à un manque de conformité aux règlements prévus par la Loi des Télécommunications. Et les autorités compétentes ont annoncé que l'une des raisons de fermeture de ces stations est qu'elles cherchaient à « déstabiliser le Venezuela ». Un groupe de 200 autres stations serait menacé du même sort.

Le 3 août, des supporters favorables au gouvernement ont attaqué les quartiers généraux de la station de télévision privée Globovisión, réputée pour ses critiques du Gouvernement Chávez, et ils y ont lancé des grenades lacrymogènes. Globovisión court également le risque de perdre sa licence d'opération.

Guatemala : un an de prison pour un éditeur

Raúl Figueroa-Sarti (F&G Editores), a été condamné à un an de prison, le 6 août 2009 pour avoir supposément violé des droits d'auteur. Il aurait publié une photographie en couverture d'un roman sans demander la permission à son auteur. Il a de plus été condamné à une amende de 50 000 quetzales (approx. 6500 \$). Figueroa nie l'accusation qui paraît sans fondement puisque l'affaire est maintenant classée. Tout porte donc à croire, qu'il s'agit de représailles face à la publication de livres sur la violation des droits humains au Guatemala.

F & G Editores est une maison d'édition internationalement reconnue qui publie des œuvres de fiction, de la poésie, des livres de sciences sociales et des recueils juridiques. Elle est connue pour ses titres sur les droits humains et la situation sociale et politique du Guatemala, dont le dernier rapport de la Commission de clarification historique des Nations Unies (Comisión para el Esclarecimiento Histórico, CEH) et des publications pour la Fondation Myrna Mack (FMM), une institution de la société civile guatémaltèque qui intervient dans le secteur de la promotion des droits de la personne, l'accès à la justice, la lutte contre l'impunité et la mise en pratique des concepts de sécurité démocratique.

La peine de prison peut en général être commuée mais Figueroa est actuellement en arrêt domiciliaire et ne peut retourner aux États-Unis où il est résident et où vit sa famille. La loi guatémaltèque permettrait normalement qu'il rentre à la maison en attendant l'audition de son appel. Sa femme, Victoria Sanford, vit à New York et ne peut voyager au Guatemala car elle a été la cible de menaces en 2007. Elle est universitaire



Raúl Figueroa-Sarti

et poursuivait des recherches sur les droits humains au Guatemala; elle croit maintenant que ces menaces pourraient avoir un lien avec le cas de son mari puisque F & G Editores a publié deux de ses livres : *Violencia y Genocidio en Guatemala* (Violence et Génocide au Guatemala) en 2003 et *Guatemala: del genocidio al femicidio* (Le Guatemala : de génocide à féminicide) en 2008. Elle a donc quitté le pays pour sa sécurité et pour celle de sa fille, âgée de quatre ans.

Protestez contre les mesures prises contre Raúl Figueroa-Sarti et contre le projet de loi sur les médias au Venezuela en vous rendant sur le site www.internationalpen.org.uk

Bonne nouvelle

Sayed Parvez Kambakhsh, l'étudiant journaliste afghan qui avait été condamné à 20 ans de prison (voir Bulletin 16) a été relâché ! Sa libération semble être le fruit des actions des activistes afghans et de la pression internationale.

TIENANMEN : VINGT ANS PLUS TARD

par Angéline Neveu

Vingt ans après le 4 juin 1989, date du massacre de la Place Tiananmen à Pékin, l'organisme Droits et Démocratie organisait le lundi 1^{er} juin 2009 au Centre d'archives de Montréal, une causerie avec trois spécialistes de la Chine : **Charles Burton** de l'Université de Brock, sinologue, 35 ans d'expérience en science politique, diplômé de Shanghai; une jeune Cantonnaise, **Rowena Xiaoqing He**, boursière de l'Université Harvard; et le dissident **Cai Chongguo**, fils de bolchevik vivant à Vincennes en France, écrivain et éditeur.

Le modérateur, **Michel Labrecque**, rappelle en introduction que le 15 juin 1989, il n'y avait pas d'Internet, pas de cellulaire, et que le mur de Berlin était sur le point de tomber.

Dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, la statue de la démocratie est renversée, des étudiants sont broyés sous les blindés. Cette terreur fait au moins 2600 morts d'après la Croix-Rouge, qui ensuite se rétracte. Diffusés dans le monde entier, ces événements sont cachés au peuple chinois. L'article du journaliste Macleans a pour titre « It didn't happen ! »

À l'indignation des témoins de ces images, succède le commerce international de cette nouvelle puissance. Avec la tombée du mur de Berlin, les Occidentaux peuvent investir, mais ne veulent pas exporter les droits de l'homme.

L'année des changements

L'année 1989 marque des changements en Chine :

- L'argent entraîne la privatisation, la naissance d'entreprises avec des investissements étrangers et des conflits sociaux.
- Le développement d'Internet est capital : 250 millions de Chinois sont connectés, 70 millions de blogues apparaissent, qui sont du reste plus difficiles à censurer et permettent un front de discussion, un nouvel espace. Tout le monde a le désir de s'exprimer, mais il y a une censure sociale. Une femme remarquable de 70 ans, **Madame**

Ding Zilin, lutte pour dénoncer ce massacre et la mort de son jeune fils alors âgé de 17 ans. Ancienne professeure de philosophie, elle anime le regroupement des « Mères de Tiananmen ». Rowena Xiaoqing He nous a expliqué qu'il en était encore ainsi aujourd'hui, « une tragédie qui continue ».

Vingt ans plus tard, c'est l'acceptation de l'événement du massacre sanglant de Tiananmen qui sert les priorités économiques, sociales et culturelles. Avec la chute du mur de Berlin, les hommes d'affaires peuvent investir, mais les Occidentaux ne veulent pas exporter les droits de l'homme.

Le fossé entre riches et pauvres est le plus bas de toutes les Nations dans le monde.

La démocratie aujourd'hui se révèle comme impropre en Chine. C'est la corruption généralisée des fonctionnaires sans aucune contestation possible. Avec l'économie de marché, la classe moyenne apporte son adhésion à la dictature du commerce. Soixante

pour cent des étudiants ne trouvent pas de travail. Les ouvriers vivent dans la répression.

Récemment, plus de 300 Chinois ont pris le risque de signer un ambitieux manifeste pour une Chine démocratique, baptisé « Charte 08 » en référence à la « Charte 77 » de Vaclav Havel et des dissidents tchèques. Certains d'entre eux ont été arrêtés. Parmi eux, **Liu Xiaobo**, acteur de Tiananmen, écrivain et ancien professeur d'université, un intellectuel dissident déjà passé plusieurs fois par la case prison. Il vient de nouveau d'être formellement arrêté après plus de six mois d'incarcération sans jugement dans un «hôtel» de la banlieue de Pékin. Son avocat, **Mo Shaoping**, lui-même signataire de la « Charte 08 », risque de ne pas être en mesure de le défendre. M. Liu réclamait des réformes démocratiques et la fin d'un parti unique. Cela peut lui coûter jusqu'à 15 ans de prison.

Vive réaction des États-Unis, de l'Union européenne, de la communauté internationale. Des intellectuels de toutes nationalités – dont Salman Rushdie et Umberto Eco – réclament des comptes.

J'étais à Tiananmen

Cai Chongguo vient de publier : *J'étais à Tiananmen* aux Éditions L'Esprit du Temps à Paris en 2009.

Il répond à la question sur la réalité d'un devenir probable de la démocratie en Chine. Il suggère plusieurs propositions quant à une évolution possible :

- Participer à cette évolution en parlant de Tiananmen qui reste l'événement méconnu de la plupart des Chinois et en particulier des jeunes générations. Que les historiens et les sociologues s'approprient également les discours sur l'hécatombe qui a suivi la répression du 4 juin 1989.
- Vendre le droit de travailler aux ouvriers tout comme aux paysans.
- Parler des années 1980.

L'éducation stalinienne de 1930 se résumant à l'histoire du parti bolchevique, et à Staline. Il est donc nécessaire d'étendre davantage le champ de la littérature autorisée, même si désormais, on étudie Sartre, Derrida et Foucault dans les universités.

Pour la plupart des Chinois, la démocratie n'existe pas dans leur pays. C'est une perspective.

Une nouvelle stratégie médiatique semble s'installer. Au lendemain des émeutes qui ont ensanglanté Urumqi, les autorités chinoises ont entouré les événements d'un semblant de clarté. Dans l'ensemble, les envoyés spéciaux ont travaillé dans des conditions « inédites de normalité ». Le pouvoir a « tiré à Urumqi les leçons de Lhassa ».

Le comité Net citoyens réclame la lumière sur certains faits divers passés sous silence.

Il contraint les autorités à faire des révélations. Jusqu'à récemment encore, les catastrophes naturelles étaient classées « secret d'État ».

Pour les autorités chinoises, « il ne s'agit pas de cacher la vérité ni de la transfigurer, il s'agit de contrôler les flux » en tenant compte des contraintes des nouvelles technologies.

Avec ces changements stratégiques, l'espoir pourrait poindre. En revanche, que ce soit pour le Tibet, ou pour Tiananmen, la transparence demeure opaque.

Pour la plupart des chinois, la démocratie n'existe pas dans leur pays. C'est une perspective...

LIVRES COMME L'AIR

Cette année sera la dixième édition de l'événement Livres comme l'air organisé par l'Union des écrivains et des écrivains québécois, Amnesty internationale et le Centre québécois du P.E.N. international, en collaboration avec le Salon du livre de Montréal. Il souligne la Journée internationale des écrivains persécutés (15 novembre).

Le projet Livres comme l'air, c'est 10 écrivains québécois jumelés à 10 écrivains étrangers, persécutés ou emprisonnés pour délit d'opinion. Dix livres dédiés depuis 10 ans en signe de solidarité pour dénoncer la répression et la censure.

Les écrivains québécois auront choisi un de leur livre, l'auront dédié pour leur partenaire persécuté et ce livre sera ensuite acheminé à son dédicataire.

Les 10 auteurs seront invités à lire leur dédicace et les 10 écrivains persécutés seront présentés lors d'une Cérémonie prévue à cette occasion, vendredi 20 novembre 2009, à 20h30 à l'Agora du Salon du livre de Montréal.

Aussi, les visiteurs pourront à leur tour poser un geste de solidarité en signant les pétitions demandant la libération des écrivains emprisonnés ou la fin de la répression. Elles seront disponibles du 18 au 23 novembre 2009 au stand 604 Livres comme l'air du Salon du livre de Montréal.

Nous vous attendons nombreux pour ce dixième anniversaire !

UN MOULIN QUI FAIT RÉFLÉCHIR

Il y a une grande controverse qui anime nos journaux et nos écrans et, comme cela arrive souvent, elle a à voir avec la liberté d'expression et l'interprétation qu'on en donne.

Le Moulin à Paroles a fait entendre des mots que certains réclament et veulent qu'on rappelle à la mémoire des oublieux que nous sommes, des mots que, justement, d'autres ne veulent pas écouter parce qu'ils s'en souviennent trop.

Ce n'est pas un Centre du PEN international qui va trancher en faveur du silence. Ce qui a été écrit a été écrit, ce qui a été imprimé reste. Les mots qu'on ne lit pas ou qu'on n'entend pas attendent qu'un regard ou qu'une voix vienne les libérer.

Mais s'il y a une douleur lancinante dans les bêtises qui ont été écrites, s'il y a une laideur dans les erreurs et les horreurs annoncées, il y a sûrement une lumière dans les espoirs fous et les rêves débridés qu'on a mis par écrit et dont on peut apprendre quelque chose.

Le Rapport Durham et le Manifeste du FLQ ou celui du Refus Global. Combien d'autres textes et combien

d'autres discours existent-ils que l'espérance et la bonne foi ont composés, que la désespérance ou l'ignorance ont mis en mots et que l'histoire a fait mentir?

Je sens un grand danger dans l'étroitesse de la lecture que nous faisons souvent de ces textes : nous prenons pour une politique décidée et voulue, assumée et promise, les étranges recommandations de Lord Durham, qui ont vite fait long feu. Et plutôt que d'en vouloir à cet homme qui a si mal lu l'avenir, nous entretenons l'idée d'un complot historique qui rougeoie encore sous les cendres. Le Manifeste du FLQ flamboie, quant à lui, du jargon angélique de la Révolution facile et ses simplifications, quarante ans après, me donnent l'impression qu'on a rêvé tout croche.

Ce sont là mes idées personnelles, bien sûr, et on m'en voudra peut-être de les donner ici. Mais la meilleure de mes idées serait sûrement de rager pour qu'on écrive encore, pour qu'on écrive plus, plus large et plus loin.

Et ces mots écrits il y a peu ou il y a longtemps, même s'ils se sont trompés, même s'ils ont menti, même s'ils témoignent d'une ambition naïve et démesurée et d'un aveuglement décevant, qui sommes-nous, écrivains et poètes de ce jour, pour oser les taire maintenant ou dans quarante ou dans cent cinquante ans?

émile martel



devenez membre du P.E.N. Québec

J'aimerais devenir membre écrivain associé

- Ma cotisation de 60 \$ est incluse
 J'aimerais faire un don additionnel de _____ \$
 Ma cotisation de soutien de 75 \$ est incluse

J'aimerais faire un don de

- 25 \$ 50 \$ 100 \$ autre _____ \$

(Paiement par chèque.)

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ PROVINCE _____ CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____ FAX _____

COURRIEL _____

Faire parvenir à :

Le Secrétariat du Centre québécois du P.E.N. international

La Maison des écrivains
3492, avenue Laval
Montréal (Québec) H2X 3C8
Téléphone : 514-849-8540
Fax : 514-849-6239
Courriel : penquebec@netscape.net

Pour plus d'informations sur l'adhésion :
<http://www.penquebec.org/>

Numéro d'organisme de charité : ne 88994 6943 RR 0001

Visitez les sites
www.penquebec.org
et
www.internationalpen.org.uk

CENTRE QUÉBÉCOIS DU



INTERNATIONAL

Mahmoud Darwich (1941-2008). Palestinien engagé dans la lutte de son peuple, il n'a jamais cessé d'espérer la paix et sa renommée dépasse largement les frontières de son pays. Il a été président de l'Union des écrivains palestiniens et a publié plus de vingt volumes de poésie, sept livres en prose et a été rédacteur de plusieurs publications. Mais il est plus connu pour son engagement au sein de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Élu membre du comité exécutif de l'OLP en 1987, il quitte l'organisation en 1993 pour protester contre les accords d'Oslo. Après plus de trente ans de vie en exil, il peut rentrer sous conditions en Palestine, où il s'installe à Ramallah. Ses œuvres lui ont valu de multiples récompenses et il a été publié dans au moins vingt-deux langues. Les deux poèmes qui suivent sont tirés du recueil *État de siège*, publié en 2004.

*Patrie au point de l'aube,
Sous peu,
Les astres s'endormiront dans la langue de la poésie.
Sous peu,
Nous ferons nos adieux à ce long chemin
Et nous nous demanderons : Par où commencer ?
Sous peu,
Nous mettrons en garde notre beau narcissisme de montagne,
Contre l'amour de son image : Tu n'es plus
Apte au poème, regarde plutôt
Les passantes.*

*Je ne t'aime pas ; je ne te hais pas,
Dit le prisonnier à l'enquêteur. Mon cœur est plein
De ce qui ne te regarde pas. Il déborde du parfum de la sauge.
Mon cœur est innocent, lumineux, plein,
Et pas le temps dans le cœur pour la mise à l'épreuve.
Oui,
Je ne t'aime pas. Qui es-tu pour que je t'aime ?
Es-tu quelque partie de mon moi, un rendez-vous pour le thé,
La raucité d'une flûte, une chanson, pour que je t'aime ?
Mais je hais la captivité et ne te hais pas.
Ainsi parla le prisonnier à l'enquêteur :
Mes sentiments ne te regardent pas.
Mes sentiments sont ma nuit privée...
Ma nuit qui se meurt sous les draps, libre
De métrique et de rimes !*

Votre Conseil d'administration au 15 novembre 2009

Émile Martel
président
emmartel@videotron.ca

Roger Paul Gilbert
vice-président
et co-président du Codep
roger.gilbert2@vsn.ca

Pierre Bédard
trésorier
et co-président du CODEP
pierrebedard9@yahoo.ca

Georges Anglade
administrateur
anglade.georges@uqam.ca

Gaston Bellemare
administrateur
gbellem@cgocable.ca

Claudine Bertrand
administratrice
claudine5000@hotmail.com

Cécile Cloutier
administratrice

Stéphane Despatie
administrateur
despatie@videotron.ca

Gary Klang
administrateur
garyklang@hotmail.com

Angéline Neveu
administratrice
et rédactrice du Bulletin
angeline.neveu@videotron.ca

Hélène Poiré
administratrice
helenepoireh@hotmail.com

Kadri Shérifi
administrateur
info@kadrisherifi.com

Stéphanie Lemétais
secrétaire exécutive
stephanie.lemetais@hotmail.com

Le Centre québécois du P.E.N. international remercie chaleureusement le graphiste **Robert Dolbec** qui collabore à l'élaboration de ce bulletin. Nous remercions les entreprises québécoises **Hurtubise HMH, Fides, Leméac, le Groupe Ville-Marie, XYZ, Québec-Amérique, l'Université du Québec, Power Corporation et Quebecor** pour leur aide passée.